

En termes d'indépendance politique, rien dans l'Accord n'affecte notre capacité de maintenir notre propre système politique ou de suivre notre politique étrangère. Au contraire, l'économie croissante et dynamique renforcera notre capacité de prendre des décisions objectives qui seront entendues et dont il sera tenu compte sur la scène internationale. Rien ne saurait nuire à notre capacité de contrôler notre propre système politique qu'une économie protégée, faible et de moins en moins prospère.

Nous ne devrions pas perdre de vue la proximité de la frontière américaine ou l'attrait que des climats plus tempérés a toujours exercé sur certains Canadiens. Le Canada a gravement souffert, à certaines périodes de son histoire, de l'exode de cerveaux vers les États-Unis. Nous courons le risque réel de perdre les éléments les meilleurs et les plus brillants de la jeune génération si l'on permet que l'écart entre les niveaux de vie des deux pays se creuse davantage du fait du maintien d'un petit marché protégé qui empêche l'innovation, la croissance et la prospérité économique. Cela ne risquerait guère de renforcer notre souveraineté, quelle que soit la façon dont on définit ce concept insaisissable. Si vous croyez que le libre-échange est une menace à notre souveraineté, demandez aux Néerlandais comment ils traitent avec les Australiens, ou encore aux Autrichiens ou aux Suédois s'ils ont été envahis par les autres membres qui font partie de l'Accord européen de libre-échange. Même dans le cas de la communauté européenne où une certaine intégration politique s'est fait consciemment, on n'entend jamais les Danois ou les Néerlandais se plaindre de ce que leur culture se trouve germanisée ou anglicisée par suite du marché commun.

L'Accord parafé au début de ce mois est une réalisation importante, mais il y a encore de nombreux obstacles à franchir avant son entrée en vigueur. Si nous nous tournons vers le Pacifique, nous nous apercevons que nous ne pouvons ignorer le reste du monde. Les Canadiens ne peuvent se permettre de se reposer sur leurs lauriers s'ils veulent survivre et prospérer au cours des années à venir. Cet Accord ne pourrait offrir de plus grands défis et de meilleures possibilités nulle part autre qu'en Colombie-Britannique dont l'économie est tournée vers l'extérieur et vers les exportations. Il constitue pour les habitants de la Colombie-Britannique et pour tous les Canadiens une chance inouïe de maximiser leurs possibilités économiques à l'approche du 21<sup>e</sup> siècle. Il ne faut pas laisser passer cette chance.